

D 742 GUATEMALA: L'AFFAIRE PELLECCER, OU LE VIOL DES  
CONSCIENCES PAR L'ETAT (1ère partie)

Le 30 septembre 1981, l'opinion publique a été frappée de stupeur par l'annonce d'une conférence de presse du P. Pelleccer, un prêtre jésuite bien connu, enlevé le 9 juin dernier et considéré depuis comme mort (cf. DIAL D 730). En présence du ministre de l'intérieur, le P. Pelleccer a, ce jour-là, fait une longue déclaration sous forme d'auto-critique, avant de répondre plus longuement aux questions des journalistes présents.

Il a expliqué qu'il faisait partie de l'"Armée de guérilla des pauvres", que ses supérieurs religieux étaient au courant de son engagement, et qu'il avait lui-même organisé son enlèvement comme façon de rompre avec la guérilla et de se livrer aux forces de l'ordre. Il a procédé à une critique systématique de la théologie de la libération, de la pratique marxiste des chrétiens engagés et de la formation jésuitique dans le sens du "choix prioritaire des pauvres", choix unilatéral et dangereux, bien que défini par les évêques latino-américains à Medellin et à Puebla. Après diverses accusations contre des mouvements ou oeuvres d'Eglise, il a demandé pardon au pays et annoncé ensuite qu'il allait quitter la Compagnie de Jésus et le Guatemala.

L'enregistrement vidéo de cette conférence de presse a été rediffusé au Guatemala le 5 octobre. La télévision d'El Salvador l'a retransmis dans les jours suivants.

Tout porte à croire que les 113 jours de détention du P. Pelleccer, sous la garde des forces de sécurité, ont été mis à profit pour une opération de "lavage de cerveau". De ce point de vue, on peut dire des autorités guatémaltèques qu'elles ont objectivement réussi. Frapper l'Eglise au niveau des jésuites et par cette méthode, c'est porter un coup d'autant plus redoutable que le P. Arrupe, général des jésuites et auteur d'une importante déclaration sur le rôle des jésuites en Amérique latine (cf. DIAL D 705), est dans l'incapacité physique de riposter.

"L'affaire Pelleccer" est d'une gravité extrême, par les remarques qu'elle appelle:

- 1) S'il est vrai que le P. Pelleccer a été soumis à une chimiothérapie et à un traitement psychologique approprié, est-ce que la police guatémaltèque a les connaissances suffisantes et les moyens techniques pour administrer un tel traitement? Sinon, qui?
- 2) Si ce traitement a été appliqué avec succès au P. Pelleccer, a-t-il été expérimenté (et aurait-il raté) sur la personne des autres prêtres disparus, au Guatemala, avant (le P. Conrado de la Cruz, disparu depuis le 1er mai 1980) (cf. DIAL D 629) ou après (le P. Carlos Pérez Alonzo, jésuite lui aussi, disparu depuis le 2 août 1981) (cf. DIAL D 730) ?
- 3) Si, avec l'affaire Pelleccer, nous sommes de fait en présence d'"aveux" de type stalinien (dont le Père Doudko a, récemment encore, fait les frais en Union Soviétique), n'est-ce pas le signe très inquiétant que la "torture chimique" a désormais fait son apparition dans des régimes soi-disant défenseurs des "valeurs occidentales et chrétiennes"?

Pour apporter les éléments nécessaires à ce grave débat, nous entendons publier l'intégralité des déclarations du P. Pellecer, en dépit de leur longueur (deux heures d'enregistrement vidéo).

Dans cette 1ère partie du dossier, nous publions deux documents de commentaire:

- 1) le communiqué de la province jésuite d'Amérique centrale, du 2 octobre;
- 2) la déclaration de l'épiscopat guatémaltèque, du 3 octobre.

A propos de cette dernière déclaration, une question se pose: est-il vrai que le secrétaire aux relations publiques de la présidence de la République guatémaltèque a invité les évêques à visionner une video-cassette contenant des déclarations du P. Pellecer, quelques heures avant la fameuse conférence de presse du 30 septembre au cours de laquelle le P. Pellecer aurait ensuite répété les mêmes choses dans les mêmes termes?

Note DIAL

#### 1- Communiqué de la Compagnie de Jésus en Amérique centrale à propos des déclarations du P. Luis Pellecer (2 octobre 1981)

Le 30 septembre 1981, dans la capitale de Guatemala, le P. Luis Pellecer a fait des déclarations devant des fonctionnaires du gouvernement, des membres du corps diplomatique, des représentants des universités, et des journalistes. Ces déclarations ont ensuite été retransmises par la télévision guatémaltèque et diffusées par les moyens d'information du monde entier. En raison de l'extrême gravité du fait et de ses conséquences possibles, nous tenons à apporter les éclaircissements suivants et à déclarer ce qui suit.

1- La Compagnie de Jésus ne reconnaît pas la validité de ces déclarations car, selon toute vraisemblance, elles n'ont pas été obtenues librement mais sous très forte pression. Le P. Pellecer a été maintenu au secret dans les locaux des forces de sécurité pendant 113 jours, sans que personne ne puisse garantir l'intégrité physique et psychique de sa personne durant une si longue réclusion. D'après ceux qui le connaissaient bien, son aspect, sa façon de se tenir et de parler ne lui étaient pas habituels. Cela donne à penser que le P. Pellecer a été soumis à un traitement dur, sans que, pendant et après sa réclusion, aucun médecin n'ait pu constater son état de santé. Tout cela rend donc ses déclarations hautement suspectes.

2- Il est totalement invraisemblable que le P. Pellecer ait simulé un auto-enlèvement pour se livrer à la police. Des témoins oculaires ont vu comment s'est effectuée la séquestration, au cours de laquelle il a été sauvagement frappé et il s'est évanoui. Il est absurde de penser que le P. Pellecer ait pu choisir cette façon de se livrer à la police, si telle avait été sa volonté. Par ailleurs, de nombreuses personnes, amis et jésuites, qui ont parlé avec lui dans les jours et les heures précédant son enlèvement, témoignent que rien ne pouvait laisser croire à une telle volonté du P. Pellecer, alors qu'il était enthousiaste à continuer son action pastorale normale.

3- On ne peut que mettre sérieusement en doute l'affirmation selon laquelle on fait savoir aujourd'hui que le P. Pellecer est resté 113 jours avec les forces de sécurité, alors que ces mêmes forces de sécurité et leurs dirigeants se sont systématiquement refusés à reconnaître le fait devant sa

famille, ses camarades et ses supérieurs religieux, comme devant les plus hautes autorités ecclésiastiques de Guatemala et diverses organisations internationales. Pire encore, des membres des forces de sécurité se sont à deux reprises adressés aux jésuites pour leur demander s'ils savaient quelque chose sur l'endroit où se trouvait le P. Pellecer. Une telle manière de procéder, en plus de la violation des droits de l'homme qu'elle constitue, laisse entendre que ce long séjour au sein des forces de sécurité a été nécessaire pour préparer psychologiquement le P. Pellecer à faire ses déclarations et pour structurer leur contenu. S'il avait voulu parler librement, il lui aurait suffi de quelques jours, voire de quelques heures. On ignore le traitement qu'a subi le P. Pellecer au cours de sa longue réclusion; on peut cependant dire que sa mise au secret a été totale, et qu'il n'a pas eu la possibilité de parler avec les membres de sa famille ou avec un avocat.

4- Tout porte à croire que son enlèvement et sa réclusion ont eu pour objectif la fabrication de ses déclarations spectaculaires, indépendamment de leur véracité, de façon à justifier les opérations passées ou à venir contre l'Eglise et la Compagnie de Jésus. Le contenu de ces déclarations est objectivement faux sur divers points. C'est une affirmation tendancieuse que de qualifier de subversion ce qui est fidélité à l'évangile et au choix prioritaire des pauvres qu'il induit; c'est également une affirmation invraisemblable, car elle est en contradiction ouverte avec la pensée du P. Pellecer exprimée au cours de nombreuses années de travail pastoral et sacerdotal. Et même si l'on parle d'une prétendue conversion du P. Pellecer l'amenant à s'écarter de sa façon antérieure de penser et d'agir, le langage et les concepts utilisés dans ses déclarations sont totalement étrangers à son mode d'expression. La forme et le contenu de ses déclarations ne sont explicables que par l'état psychologique auquel le P. Pellecer a été amené au cours de sa longue réclusion.

5- La fabrication de telles déclarations n'a pas d'autre but que de justifier une persécution religieuse mondialement condamnée, et de préparer une persécution encore plus grande contre la Compagnie de Jésus et l'Eglise de Guatemala. Pire encore, on cherche, avec ce pseudo-témoignage, à s'en prendre aux racines mêmes de la foi chrétienne en essayant de faire passer pour subversif le type de foi, de vie religieuse, de pastorale et de théologie issu de Vatican II, de Medellín, de Puebla et de la 32e congrégation générale de la Compagnie de Jésus.

6- Les autorités ecclésiastiques de Guatemala se sont montrées extrêmement préoccupées par ce fait; elles l'interprètent dans le contexte de persécution généralisée et croissante contre l'Eglise. Dans leur dernier message pastoral du 6 août (1), les évêques dénonçaient déjà la persécution généralisée contre l'Eglise de Guatemala et ils exprimaient leurs craintes que la persécution augmente impitoyablement.

7- La Compagnie de Jésus se considère responsable du P. Pellecer dans la situation qui est la sienne aujourd'hui. Même dans le cas hypothétique où il désirerait quitter la Compagnie, cela ne signifierait pas la rupture de ses liens juridiques avec la Compagnie ni la levée de la responsabilité de celle-ci envers le P. Pellecer. C'est pourquoi la Compagnie de Jésus exprime son extrême préoccupation pour le sort et le destin qui puissent lui être réservés, car jusqu'à maintenant on ignore le lieu où il se trouve. Elle rend le gouvernement du Guatemala responsable de ce qui pourrait lui advenir, car l'unique fois où on a vu le P. Pellecer, il était accompagné de deux agents des forces de sécurité. Elle exige du gouvernement du Guatemala qu'il remette le P. Pellecer aux autorités ecclésiastiques guatémaltèques ou à une organisation internationale, qui pourrait être la Croix-Rouge internationale, en présence de ces mêmes autorités ecclésiastiques.

(1) Cf. DIAL D 730 (NdT).

8- En conclusion, la Compagnie de Jésus refuse de considérer comme valables les déclarations fabriquées du P. Pellecer, et elle proteste contre la manipulation dont leur diffusion est l'occasion. Elle voit dans ce fait un nouvel acte de persécution, mais particulièrement ignoble de par la manière dont il est porté atteinte à la dignité d'une personne et à la mission de l'Eglise. Ce fait s'ajoute aux assassinats, disparitions, tortures, incarcérations, expulsions, diffamations et attentats à l'explosif à l'encontre de nombreux jésuites d'Amérique centrale, en raison de leur fidélité à la mission actuelle de la Compagnie de Jésus: le service de la foi et la promotion de la justice.

En cette heure, nous ressentons très vivement notre impuissance à faire front à une telle persécution et à un tel mensonge. Nous savons que la nouvelle des déclarations du P. Pellecer risque d'avoir un grand impact dans l'opinion publique internationale et d'occasionner de nouvelles persécutions à la Compagnie de Jésus et à l'Eglise, surtout dans la région centro-américaine. C'est pourquoi nous demandons la force du Seigneur pour rester fidèles à notre mission. Nous espérons aussi que le P. Pellecer pourra quitter le pays sain et sauf, que l'intégrité de sa famille sera respectée et que le Seigneur lui donnera la force de résister à une si lourde épreuve.

San Salvador, le 2 octobre 1981

2- Communiqué de la Conférence épiscopale guatémaltèque (3 octobre 1981)

Comme évêques de l'Eglise catholique de Guatemala, attachés à la mission de défendre la vérité et d'orienter nos chers fidèles, nous avons l'obligation urgente de nous adresser aux communautés chrétiennes et aux hommes de bonne volonté pour préciser la position de l'Eglise, suite aux déclarations du prêtre jésuite Luis Eduardo Pellecer Faena lors de la conférence de presse organisée par le gouvernement de la République.

1- Nous regrettons profondément qu'un prêtre ait opté pour la voie de la violence subversive en vue du règlement des difficiles problèmes du pays, contrevenant ainsi aux normes très claires de l'Eglise catholique. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises dans nos communiqués précédents (2), nous estimons ce choix erroné; nous souffrons de voir qu'un prêtre ait pu faire un mauvais usage de l'autorité spirituelle qu'il a reçue de l'Eglise et de la confiance que notre peuple accorde à ses prêtres; et nous regrettons qu'il ait conduit des gens simples sur des chemins trompeurs.

2- Nous avons pleine confiance en l'assistance constante de l'Esprit-Saint à son Eglise; nous faisons aussi confiance à la raison, au bon sens et au jugement critique de notre peuple qui saura, dans les circonstances actuelles, discerner le vrai de l'imprécis à travers les déclarations généralisatrices du prêtre en question, et qui n'acceptera jamais que celles-ci soient utilisées pour des accusations sans fondement contre des institutions méritantes de l'Eglise.

3- Nous avons - nous le disons en toute sincérité - l'impression qu'on a cherché à donner une importance excessive et un caractère transcendant aux déclarations du P. Pellecer; et nous craignons que celles-ci ne viennent à être utilisées contre l'Eglise et contre des institutions ecclésiastiques méritantes. Des accusations aussi générales et si peu précises, comme le sont la majorité de celles entendues au cours de la conférence de presse en question, créent la plus grande confusion et fournissent à quiconque l'occasion de se croire le droit - comme cela se produit déjà en partie - de dénigrer, de menacer, voire d'éliminer physiquement des membres du peuple de Dieu. En raison du caractère vague de ces affirmations, nous espérons qu'une enquête exhaustive sera menée pour tirer au clair ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a

(2) Cf. DIAL D 730 (NdT)

de faux dans les assertions avancées. En d'autres occasions nous avons déclaré que l'Eglise n'avait pas peur de la vérité; elle n'a donc rien à craindre d'une investigation sérieuse, dans la mesure où elle est objective et véridique.

4- Nous attirons l'attention sur quelques assertions, particulièrement graves et ambiguës du P. Pellecer:

a) Il est faux, par exemple, que les évêques latino-américains aient, sur la base de la doctrine du concile Vatican II, voulu à Medellin (1968) et à Puebla (1979) conduire l'Eglise sur la voie de la violence subversive, en vue de l'implantation d'un système socialiste comme réponse à la situation angoissante de notre continent. Le choix prioritaire des pauvres, que l'Eglise latino-américaine a proclamé dans ces deux conférences générales de l'épiscopat, n'est aucunement exclusif puisque tous - pauvres et riches - nous sommes l'objet de l'amour miséricordieux de Dieu.

b) Nous ne pouvons pas non plus accepter comme valables l'assertion selon laquelle le travail de promotion de l'Eglise, qui se concrétise fréquemment en groupes de base (clubs de mères de famille, coopératives, écoles radiophoniques, campagnes d'alphabétisation, développement de la santé des familles, etc.), soit une sorte de "premier niveau" sur lequel prendrait appui le "deuxième niveau" de la subversion, ainsi que l'a dit le P. Pellecer. Nous estimons que, même si ces oeuvres peuvent malheureusement être utilisées dans certains cas de façon déformée, la raison de la prolifération de la subversion tient davantage à la situation d'abandon, de famine et de désespoir de larges secteurs de notre peuple.

c) Il n'est pas vrai que ce sont des prêtres désorientés qui ont lancé en Amérique centrale le mouvement des "délégués de la Parole de Dieu". Cette méthode d'apostolat, née du plus pur du concile Vatican II, a été organisée par la hiérarchie, laquelle, en reconnaissance "du droit et du devoir sacré" des laïcs à participer à la mission d'évangélisation de l'Eglise, leur confie une tâche spécifique sur le plan de l'apostolat des laïcs, sous le contrôle des curés et des évêques.

5- Comme pasteurs de l'Eglise, nous apportons notre total soutien aux institutions mises en cause dans les déclarations du P. Pellecer et qui s'en trouvent, à première vue, sérieusement affectées.

a) En premier lieu, nous exprimons notre approbation et apportons notre encouragement aux délégués de la Parole de Dieu, en raison surtout de leur abnégation dans le travail d'annonce de Jésus-Christ jusque dans les endroits les plus reculés de notre patrie. Chaque jour nous recevons de nouveaux témoignages de leur fidélité et de leur loyauté envers l'Eglise de Jésus-Christ, et cela jusqu'au dernier moment.

b) En deuxième lieu, nous reconnaissons la valeur du travail pastoral de la Compagnie de Jésus, ainsi que sa très riche contribution à la croissance de la foi de notre peuple et au développement de la science dans les différents domaines où elle exerce ses activités. Nous redisons notre reconnaissance à la communauté jésuite de Guatemala, et considérons comme injustes les généralisations faites à partir du comportement de certains de ses membres.

c) En troisième lieu, nous reconnaissons la valeur du travail accompli par d'autres communautés religieuses qui donnent silencieusement leur vie au service de Dieu et de la jeunesse en différents secteurs d'apostolat, en contribuant de façon singulière à l'expansion du royaume de Dieu au Guatemala.

d) Pour finir, nous nous devons de reconnaître la valeur de l'aide apportée au Guatemala par des organisations de l'Eglise catholique comme Caritas. Une tâche particulièrement notable pour la reconstruction de notre pays après le tremblement de terre; il est inadmissible de qualifier cette organisation méritante, de base de structuration d'un système communiste.

6- Le fait, évidemment regrettable, que certains prêtres et religieux aient choisi le chemin de la subversion, ne justifie aucunement l'assassinat de nombreux prêtres et catéchistes, ni non plus la persécution déclenchée contre l'Eglise en divers endroits de notre patrie. Nous avons le ferme espoir que la sagesse et l'équité des autorités civiles et militaires permettront d'éviter que les déclarations du P. Pellecer Faena servent de justification à la poursuite et à la répression de nos agents de pastorale et du peuple de Dieu au Guatemala.

### Conclusion

En remerciant Dieu de ce que le P. Pellecer soit vivant et puisse corriger sa route en suivant le chemin de la pénitence, nous espérons qu'il reviendra vite dans les bras maternels de l'Eglise, qu'il y trouvera de vraies manifestations de fraternité et de pardon, et qu'il pourra mettre au service de la vérité et de "la civilisation de l'amour" les nombreuses qualités dont le Seigneur l'a doté.

Dans la douleur et la confusion que cause naturellement à l'Eglise le fait de se voir impliquée dans des situations aussi conflictuelles et regrettables, notre foi nous fait percevoir la présence aimante du Seigneur qui nous réunit autour de sa croix rédemptrice et nous invite à une plus grande union avec lui. C'est donc pour nous une consolation de constater dans quel esprit de foi et avec quelle sérénité nos fidèles vivent les moments actuels et envisagent l'avenir du Guatemala. Que la Très Sainte Vierge du Rosaire, honorée avec tant de ferveur par ses fils guatémaltèques en ce mois d'octobre, nous apporte à tous la sérénité et la paix du coeur qui nous permettront de contribuer efficacement à la concorde dans notre patrie.

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction,  
nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)  
-----

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441